



**Partenariat  
Mondial**  
pour une coopération efficace  
au service du développement

# Cinquième réunion du Comité de pilotage

## Compte-rendu succinct

Cinquième réunion du Comité de pilotage du Partenariat Mondial  
Les 13 et 14 février 2014, à Abuja

### Personnes à contacter :

M<sup>me</sup> Farida Bena, tél : +33 1 45 24 90 16, courriel : farida.tchaitchianbena@oecd.org  
M. Derek Kilner, tél : +1-212-906-5742, courriel : derek.kilner@undp.org

## Mots de bienvenue prononcés par les Coprésidentes

1. M<sup>me</sup> Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre chargée de la coordination de l'Économie et Ministre des Finances, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue au Comité de pilotage à Abuja. Puis les deux autres coprésidentes du Partenariat mondial et le Mexique en tant qu'hôte de la Réunion de haut niveau 2014 (RHN), ont fait part de quelques remarques préliminaires. M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala a souligné la nécessité pour la réunion de finaliser les travaux préparatoires de la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial à Mexico les 15 et 16 avril 2014. Elle s'est également félicitée de la tenue de l'événement spécial sur le rôle du secteur privé dans le développement à la fin de la journée.

2. Madame la Ministre Justine Greening (UK) a d'abord rappelé que le but du Partenariat mondial a été de maximiser la contribution de tous ses membres au développement et d'apporter un changement réel dans les pays bénéficiaires. Elle a également salué les efforts consacrés par l'équipe d'appui à la participation en ligne, ainsi que les efforts de bonne sensibilisation menés par les membres du Comité et s'est félicitée des contributions financières de plusieurs pays afin d'assurer la venue de certains pays à faible revenu au Mexique. Elle a indiqué qu'elle espérait que les membres du Comité de pilotage deviendraient des ambassadeurs positifs du programme de Mexico et parviendraient à un consensus sur la direction future du Partenariat mondial. Elle espérait que la réunion de Mexico apporterait des mesures concrètes pour un développement plus efficace qui n'exclut personne - plaçant le Partenariat mondial au centre de la mise en œuvre pour l'après-2015.

3. Madame la Ministre Armida Alisjahbana (Indonésie) a réaffirmé l'importance de la réunion de Mexico en tant que forum mondial inclusif permettant de déployer à plus grande échelle une coopération efficace au service du développement dans le cadre du processus de mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015. Elle a invité les participants à intensifier leurs efforts de sensibilisation pour garantir une forte mobilisation et une participation de haut niveau au Mexique, et les a invité à parvenir à un accord sur l'ordre du jour de la réunion de haut niveau, les livrables, le communiqué, ainsi que sur les dispositions pratiques affinées du Partenariat mondial.

### Séance 1 : Ordre du jour de la Réunion de haut niveau (présidée par le Nigéria)

4. M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala a présenté Juan Manuel Valle, directeur général de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), qui a donné une vue d'ensemble des plans actuels concernant le format et le lieu de la Réunion de haut niveau. M. Valle a aussi présenté l'ordre du jour révisé pour la Réunion de haut niveau (voir le Document 1 de la réunion du Comité de pilotage), notant que les priorités générales ont pour objectif d'assurer une réunion innovante, pragmatique et dynamique qui peut contribuer à la mise en place du Programme de développement pour l'après-2015 et produire une série de livrables concrets.

5. La cérémonie d'ouverture devrait inclure un certain nombre de chefs d'État, le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de l'OCDE ainsi que d'autres conférenciers éminents éventuels. Outre les séances plénières, il y aura quatre séries de huit séances parallèles de réflexion au cours de la réunion de deux jours, qui n'empiéteront pas sur les séances plénières. Le 14 avril, des réunions préparatoires destinées aux parlementaires auront lieu (organisées par le Parlement mexicain, l'Union interparlementaire et l'Association des parlementaires européens partenaires de l'Afrique) ; à la société civile (organisées par le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement) ; et un atelier préparatoire sur la mise en œuvre des engagements de Busan et des questions en instance. Le lieu de la Réunion sera

le Centro Banamex à Mexico et comportera une salle plénière, cinq salles d'une capacité de 300 personnes pour des séances parallèles de réflexion, un espace dédié aux expositions, ainsi que des installations et commodités de conférence de premier ordre. Au total, environ 1 300 participants sont attendus.

6. M. Valle a indiqué que les invitations ont été envoyées aux ministres chargés de la coopération pour le développement de tous les États membres de l'ONU, ainsi qu'à un certain nombre de chefs d'État. Les chefs d'organisations internationales ont également été invités, et les invitations destinées à d'autres circonscriptions/groupes – y compris la société civile, le secteur privé, les fondations et les parlementaires – seront émises en coordination avec le membre du Comité de pilotage ou l'observateur compétent. Les délégations nationales ont également été encouragées à inclure un député dans leur délégation.

7. M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala a souligné l'importance d'utiliser la Réunion de haut niveau pour positionner le Partenariat mondial en tant qu'instrument permettant d'exécuter le Programme de développement pour l'après-2015. M<sup>me</sup> Greening a ajouté que le Partenariat mondial peut contribuer à s'assurer que les ressources disponibles pour appuyer le nouveau Programme de développement soient utilisées aussi efficacement que possible.

8. M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala a signalé l'importance de disposer d'une stratégie solide et descriptive de communications pour mobiliser une couverture médiatique importante du Partenariat mondial en vue de la réunion de Mexico, point qui a été appuyé par d'autres membres. Les États-Unis, ont déclaré qu'il fallait mener une campagne de communications claire et incisive – peut-être portée sur l'inclusion, la transparence et le partenariat. M<sup>me</sup> Greening et M<sup>me</sup> Alisjahbana ont mentionné qu'il fallait s'assurer que l'ordre du jour de la réunion soit suffisamment engageant pour susciter l'intérêt général et à haut niveau.

9. Plusieurs membres ont évoqué l'importance d'identifier quelques livrables clés, pratiques et réalisables pour chaque séance qui pourrait servir à renforcer l'intérêt porté à la réunion. Il a généralement été reconnu qu'il fallait insister sur des exemples concrets d'initiatives et de partenariats qui peuvent montrer que des progrès ont été accomplis et créer une dynamique pour la poursuite des actions. L'utilisation des séances pour apporter des contributions aux débats de l'après-2015, y compris celles relatives au financement, ont également suscité un vif intérêt. Des suggestions spécifiques mentionnaient ce qui suit :

- a. Dans le domaine de la mise en œuvre des engagements de Busan : un examen complet des progrès accomplis à ce jour ; la réalisation de progrès quant aux engagements relatifs aux partenariats et au dialogue entre les diverses parties prenantes, à l'inclusion, à la transparence et à la redevabilité mutuelle ; et la démonstration de l'importance de l'efficacité du développement concernant le Programme de développement pour l'après-2015.
- b. Dans le domaine de la mobilisation de ressources intérieures : l'annonce des engagements pris par les prestataires à soutenir de meilleurs régimes fiscaux et d'accroître les dépenses destinées au renforcement des capacités de mobilisation de ressources intérieures ; les engagements pris par les pays riches de freiner les flux financiers illicites ; l'accent mis sur les réussites en matière de réduction des flux financiers illicites, y compris les travaux du Groupe de haut niveau chargé d'étudier les questions des flux financiers illicites, sous la présidence de Thabo Mbeki.
- c. Dans le domaine du partage des connaissances : l'intensification du soutien aux capacités nationales (centres de connaissances) en vue d'échanger des connaissances entre les pays, en particulier dans les domaines thématiques du Programme de développement pour l'après-2015.

- d. Dans le domaine du secteur privé : la mise en exergue d'exemples concrets de partenariats qui peuvent servir de modèles de généralisation et qui augmentent la dynamique autour de nouvelles initiatives de partenariat.

10. Plusieurs membres ont évoqué l'importance particulière d'accorder une attention suffisante à l'évaluation des progrès accomplis sur la mise en œuvre des engagements de Busan, y compris les engagements d'efficacité de l'aide pris aux forums de haut niveau de Paris et d'Accra. Ils ont mentionné en particulier les engagements relatifs à la conditionnalité, à l'utilisation des systèmes nationaux, à la prévisibilité, à la transparence et à l'environnement favorable à la société civile. Certains membres souhaitaient également attribuer davantage de temps à la séance plénière portant sur « les Progrès accomplis depuis Busan et l'impact sur le développement inclusif », ainsi que de donner plus de temps au thème grâce aux séances de réflexion et à une réunion préliminaire le 14 avril.

11. Plusieurs membres ont également souligné l'importance de l'opportunité de discuter de façon exhaustive des questions de coopération au développement dans les pays à revenu intermédiaire et de coopération Sud-Sud. La Banque mondiale a fait part de l'intérêt de certaines banques multilatérales de développement de s'impliquer dans les premières questions et de son soutien à la séance de partage des connaissances. En outre, le représentant du Groupe de coordination des donateurs arabes a mentionné l'établissement d'un nouveau portail qui pourrait figurer dans la dernière séance liée au partage des connaissances.

12. Les membres ont également indiqué qu'il était important d'obtenir une forte participation des parties prenantes, y compris une représentation suffisante de la société civile, du secteur privé, des fondations et des gouvernements locaux. Un intérêt a été noté en ce qui concerne le souhait d'avoir des intervenants non gouvernementaux lors des cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi qu'à l'occasion des séances plénières ; d'offrir des espaces de réseautage (en particulier pour que les représentants des milieux d'affaires puissent réseauter avec les représentants des gouvernements) ; et, de proposer le financement de participants non exécutifs très divers issus des pays en développement. Les organisations de la société civile ont explicitement demandé que la réunion de Mexico soit diffusée sur le site Web afin d'atteindre ceux qui s'intéressent au programme, mais qui ne sont pas en mesure d'assister à la réunion en personne.

13. Plusieurs membres ont fait état des efforts entrepris pour coordonner et consulter au sein de leur circonscription, ou ont annoncé leur intention de le faire avant la Réunion de haut niveau.

## **Séance 2 : Préparatifs de la Réunion de haut niveau : communiqué** *(présidée par le Mexique)*

14. L'Ambassadeur Mauricio Escanero a présenté les principaux éléments du communiqué de la Réunion de haut niveau, ainsi que la feuille de route du Mexique pour s'assurer que le document soit l'aboutissement d'un processus de consultation pleinement inclusif. L'avant-projet du communiqué se compose de trois chapitres : un préambule politique, une partie sur la mise en œuvre de livrables et d'engagements concrets (en particulier ceux convenus à Busan) et une conclusion orientée vers l'avenir.

15. Le processus de consultation, outre la réunion du Comité de pilotage, comprendra d'autres tremplins majeurs tels que : une réunion de la Commission européenne la semaine suivante ; les consultations régionales de l'Afrique à Abidjan, en Côte d'Ivoire les 24 et 25 février ; la réunion au niveau des hauts fonctionnaires du CAD-OCDE, à Paris, les 3 et 4 mars ; les discussions qui se dérouleront en marge de la troisième séance du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable à New York du 3

au 7 mars ; les consultations régionales Asie-Pacifique à Séoul les 10 et 11 mars ; le colloque de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies à Berlin du 19 au 21 mars ; la réunion CAITEC des fournisseurs du Sud à Beijing du 25 au 27 mars ; et, la réunion des partenaires latino-américains à Mexico le 27 mars. Des consultations en ligne par le biais de canaux de communication du Partenariat mondial sont également envisagées.

16. Tout en reflétant les apports des vastes consultations, le communiqué dépendra également de deux autres éléments essentiels : les données probantes du premier rapport de suivi du Partenariat mondial, qui sera publié avant la Réunion de haut niveau ; et plusieurs livrables pragmatiques qui seront exprimés dans le texte principal et dans un certain nombre d'annexes. Plusieurs ébauches du communiqué sont envisagées. La prochaine sera distribuée un peu après la réunion d'Abuja.

17. L'équipe d'appui conjointe a présenté, pour compléter les éléments principaux qui figureront dans le communiqué final, les conclusions préliminaires de l'exercice de suivi. Elle a souligné que les gains de « l'efficacité de l'aide » sont largement soutenus et représentent une bonne base pour progresser d'ici à 2015 ; que l'inclusion a été intégrée dans la discussion sur la redevabilité, mais n'est pas encore entièrement une réalité ; que les résultats sur la transparence doivent être orientés vers les besoins nationaux ; que la réforme prend du temps mais qu'elle fonctionne et que le Partenariat mondial doit continuer à investir dans le suivi des engagements de Busan ; et, enfin, que les pays en développement maîtrisent de plus en plus le suivi et que les fournisseurs peuvent jouer un rôle clé dans le soutien de leurs efforts.

18. S'en est suivie une discussion ouverte. Plusieurs membres ont suggéré que les révisions futures du communiqué devraient mettre en exergue un renforcement du rôle du Partenariat mondial dans le Programme de développement pour l'après-2015, en signalant son passage de la prise d'engagements à la prise de mesures (les États-Unis, la Corée, le Groupe de coordination des donateurs arabes). À cette fin, il est fortement recommandé que le document se concentre sur le fond et des livrables concrets, y compris sur le programme de l'aide traditionnelle et sur les mécanismes innovants (la Banque mondiale, le Président du CAD de l'OCDE).

19. Certains membres ont rappelé la nécessité de montrer les progrès réalisés depuis Busan sur le New Deal pour l'Engagement dans les États fragiles et d'insister sur la nécessité de trouver des moyens spécifiques pour mettre en œuvre des livrables dans ces contextes (la Corée, le Président du CAD de l'OCDE).

20. Concernant le suivi, la Banque mondiale, au nom de banques multilatérales de développement, a noté que le processus dirigé par les pays avait mis en évidence quelques incohérences lors de la validation des données et a recommandé d'exercer une certaine prudence avant de tirer des conclusions de l'exercice de suivi. Elle a également demandé d'examiner les données avant la publication du rapport de suivi.

21. D'autres suggestions particulières pour des modifications futures du communiqué incluaient : de distinguer le rôle des parlements de celui des gouvernements locaux (l'UIP) ; de refléter l'importance des questions de genre (l'UIP) ; de souligner l'importance des systèmes de renforcement et de suivi des capacités (le Groupe de coordination des donateurs arabes,) ainsi que des transferts de fonds et des actifs financiers (la CUA) ; de promouvoir une aide plus importante et de meilleure qualité, les investissements privés et la mobilisation des ressources intérieures (le CAD/OCDE).

22. Au cours de son résumé des conclusions, le Mexique a demandé que le communiqué soit plus court et plus incisif avec un récit convaincant qui rattache les données probantes aux résultats de développement et présente une vision claire du Partenariat mondiale pour l'après

2015. Les membres du Comité de pilotage ont été invités à envoyer des commentaires supplémentaires au Mexique peu après la réunion pour assurer leur intégration rapide dans le projet révisé.

### **Séance 3 : Dispositions pratiques relatives au Partenariat Mondial** (*présidée par le Royaume-Uni*)

23. Madame la Ministre Greening a commencé par structurer le débat sur la composition du Comité de pilotage en deux segments. Le premier s'est essentiellement attaché à convenir : de la rotation et de l'identification d'une nouvelle équipe de coprésidents, qui seront approuvées lors de la Réunion de haut niveau ; de la proposition d'une réunion annuelle en Corée pour devenir une partie structurée des dispositions pratiques du Partenariat mondial ; et, des consultations régionales standardisées qui se tiendront dans la dernière ligne droite avant les futures Réunions de haut niveau. Le dernier segment a insisté sur la nécessité de se mettre d'accord sur la rotation, la composition et la révision du nombre de membres du Comité de pilotage. La nécessité d'examiner les structures de soutien a également été évoquée comme une question importante à résoudre pour assurer le bon fonctionnement du Partenariat mondial.

24. Madame la Ministre Alisjahbana a réitéré l'importance de s'entendre sur la rotation des coprésidents et des membres du Comité de pilotage pour assurer la continuité tout en favorisant le changement. Elle a également exprimé l'importance d'avoir une représentation plus large au sein du nouveau Comité et a donc accueilli favorablement sa proposition d'élargissement. Elle a souligné l'importance pour le processus de suivre une approche fondée sur la circonscription associée à la mise en place de critères et de mécanismes clairs pour sélectionner les nouveaux membres du Comité de pilotage. De même, elle a exprimé la nécessité d'examiner attentivement le rôle des observateurs afin de veiller à ce que les discussions du Comité de pilotage soient productives. L'Indonésie, s'est également félicitée de la possibilité de voir le pays hôte de la prochaine Réunion de haut niveau (en 2016) jouer aussi le rôle de futur coprésident du Partenariat mondial afin de faciliter le travail du Comité de pilotage.

25. Le Directeur exécutif Valle a appuyé l'idée de rotation des co-présidents et du Comité de pilotage, notant que le changement favoriserait une participation plus importante de l'ensemble des membres du Partenariat mondial. Toutefois, il a exprimé la nécessité pour la relève d'assurer la continuité des travaux du Comité de pilotage. Il a soutenu le point de l'Indonésie sur l'importance d'identifier un hôte pour la deuxième Réunion de haut niveau qui exercerait aussi la fonction d'un coprésident, observant qu'une durée de deux ans pour préparer une Réunion de haut niveau permettrait une meilleure planification que la période de huit mois qui avait été attribuée au Mexique.

26. Tout le monde était unanime quant à la nécessité de procéder au roulement des coprésidents et des membres du Comité de pilotage. La Banque mondiale, les États-Unis, le Bangladesh, le représentant parlementaire et d'autres ont ajouté qu'il serait souhaitable d'avoir un dispositif de rotation échelonné pour assurer la continuité. À cet égard, les États-Unis ont suggéré d'effectuer le roulement de la moitié des membres du Comité de pilotage actuel, proposition qui a reçu un large soutien. En outre, les États-Unis et l'Union européenne ont tous les deux proposé de limiter le mandat des membres du Comité de pilotage à deux périodes consécutives (soit un maximum de quatre ans).

27. Le Timor-Leste a appuyé un cycle de rotation générale de deux ans. Réfléchissant à cette proposition, le Groupe des Nations Unies pour le développement a souligné l'importance de laisser à chaque circonscription le soin d'identifier de nouveaux membres, notant que certaines circonscriptions ont leurs propres processus et dispositif pour le faire (c'est-à-dire le Président de CAD de l'OCDE, la représentation du GNUM), qui peut s'intégrer dans les dispositions de rotation générale. La CUA a également rappelé qu'il existe des dispositions spécifiques de



roulement déjà en place pour certaines circonscriptions, et que toute décision devrait suivre une approche reposant sur la circonscription.

28. Un grand nombre de membres du Comité de pilotage a appuyé la proposition d'élargir l'actuel Comité de pilotage de 18 à 24 sièges, faisant valoir qu'il refléterait le caractère inclusif et la nature multi-parties prenantes du Partenariat mondial, tout en assurant la gestion efficace des discussions du Comité de pilotage (le Bangladesh, le Tchad, le CAD/OCDE et d'autres membres). Plusieurs membres ont noté que dans la pratique le Comité de pilotage fonctionne déjà sur une base de composition élargie en incluant pleinement des observateurs dans la discussion. Certains ont demandé de discuter des critères d'élargissement du Comité de pilotage, ainsi que de préciser davantage le rôle des observateurs, soutenant que l'intégration formelle des observateurs dans le futur Comité de pilotage devrait signifier que leur présence aux prochaines réunions du Comité s'avèrerait inutile (l'UE, les États-Unis, l'Indonésie).

29. En ce qui concerne la composition du Comité de pilotage, certains membres ont appuyé une plus forte représentation de groupes régionaux (l'UE, les États-Unis et le CAD/OCDE). En particulier, le POED et CGLU/FOGAR sont fortement favorables à un siège supplémentaire pour les gouvernements locaux et régionaux, à un siège supplémentaire pour les syndicats et à d'autres sièges pour les parties prenantes/circonscriptions qui ne sont pas correctement représentées dans le cadre actuel. Le Président du CAD de l'OCDE a mis en garde contre l'arrivée de nouveaux membres au détriment d'autres siégeant déjà au Comité de pilotage.

30. Le POED a réitéré sa demande de nomination d'un coprésident non exécutif. Le représentant parlementaire a demandé que les coprésidents veillent à la tenue de consultations appropriées avec les circonscriptions parlementaires dans leur pays. Alors que de nombreux membres soutenaient l'importance pour le Comité de pilotage de refléter le caractère inclusif et la nature plurilatérale du Partenariat mondial, les participants en général craignaient que la nomination d'un coprésident supplémentaire non exécutif, représenterait un défi et poserait des problèmes de coordination.

31. Les membres du Comité de pilotage ont également convenu de la nécessité de procéder au roulement des coprésidents, tandis que certains ont suggéré d'examiner une rotation échelonnée des coprésidents ainsi que d'assurer la continuité et la possibilité de voir l'hôte de la prochaine Réunion de haut niveau d'exercer également la fonction de coprésident. Cependant, ils ont estimé qu'il serait ambitieux d'identifier le prochain hôte à temps pour le Mexique. Une proposition a été avancée pour organiser les futures réunions du Comité de pilotage à un niveau moindre que celui ministériel afin de surmonter les problèmes de coordination entre les agendas des ministres (UE).

32. La proposition de la Corée de transformer son atelier sur la mise en œuvre des engagements de Busan en une réunion annuelle a fait l'objet d'un consensus général et un grand nombre de participants ont dit apprécier cette initiative de la Corée. Le POED a également exprimé le besoin de communication et de consultation plus actif au sein du Comité de pilotage et entre les réunions. En outre, de l'avis général, il fallait un engagement plus systématique avec les organisations et les plateformes régionales compétentes. À cette fin, la CUA a suggéré que cet engagement soit adapté aux contextes et aux besoins régionaux spécifiques, plutôt que de suivre une approche uniformisée.

33. Plusieurs membres du Comité de pilotage ont convenu de la nécessité d'assurer des fonctions de l'équipe d'appui appropriées et suffisantes. Certains ont demandé une révision stratégique de la structure de gouvernance du Partenariat mondial et/ou plus précisément de la structure d'appui, en vue d'assurer un soutien technique adéquat aux coprésidents, ainsi qu'aux acteurs basés dans les pays et aux acteurs régionaux (les États-Unis, la BM). D'autres ont réclamé un examen de l'équipe d'appui reposant sur les dispositions établies initialement dans le document final de Busan et sur les résultats concrets ultérieurs obtenus par le PNUD et l'OCDE

(le Président du CAD de l'OCDE). Le PNUD a rappelé que les ressources consacrées à l'équipe d'appui conjointe avaient été moins élevées que celles prévues, ce qui a eu des répercussions importantes sur ses résultats attendus. Pour l'avenir, le PNUD a proposé de préciser les étapes critiques et les modalités d'exécution du dispositif d'appui.

34. Madame la ministre Greening a remercié le Comité pour leurs contributions et a annoncé que le Royaume-Uni rejoindra la plateforme des partenariats pour la prospérité. Le représentant des entreprises a accueilli favorablement cette annonce. Puis Madame la ministre Greening a conclu en soulignant les questions pour lesquelles le Comité de pilotage était parvenu à pas mal de consensus :

- a. Il est nécessaire d'identifier et d'annoncer une nouvelle équipe de coprésidents lors de la Réunion de haut niveau de Mexico, tandis que les coprésidentes actuelles et le Mexique examinent des options permettant d'identifier un hôte pour la deuxième Réunion de haut niveau.
- b. Il est prévu de procéder au renouvellement de certains membres du Comité de pilotage tandis que d'autres resteront pour assurer une certaine continuité. Une approche échelonnée de rotation a été généralement approuvée. La rotation devra être achevée d'ici à la mi-juin 2014 avant une éventuelle sixième réunion du Comité de pilotage en juillet. Une préférence générale pour un mandat de deux ans a été notée, tandis que chaque circonscription conviendra de ses propres dispositions de rotation.
- c. Les membres ont unanimement approuvé d'augmenter le nombre de membres du Comité de pilotage de 18 à 24, pour inclure des membres/circonscriptions supplémentaires. Ces circonscriptions/membres supplémentaires étaient : (1) un fournisseur arabe ; (2) un représentant supplémentaire de l'Afrique ; (3) un représentant supplémentaire d'un pays fournisseur-bénéficiaire ; (4) une circonscription non gouvernementale de la société civile, telle que les syndicats ; (5) les fondations ; et, (6) les gouvernements locaux (6). Afin d'éviter un autre élargissement du Comité de pilotage, la participation d'observateurs sera maintenue à un minimum.
- d. Il existe une approbation générale quant à un engagement plus systématique avec le travail du Partenariat mondial. L'exemple d'une réunion annuelle accueillie par la Corée sur la mise en œuvre des engagements de Busan illustre bien un tel engagement systématique visant à soutenir les dispositions pratiques (ou modalités de travail) du Partenariat mondial.
- e. Tout le monde a également convenu de la nécessité d'examiner la participation systématique des institutions et/ou des organisations régionales, ainsi que d'autres plateformes (autrement dit, des Partenariats pour la prospérité) qui peuvent prendre appui sur une sensibilisation régionale et des parties prenantes. À cette fin, le Comité de pilotage a accepté d'étudier les moyens d'identifier et d'établir des liens avec les organisations et/ou les plateformes régionales compétentes qui peuvent soutenir les membres du Comité de pilotage par le biais du renforcement d'un processus d'engagement ascendant.
- f. Un petit groupe se penchera sur les fonctions de soutien du Partenariat mondial, afin d'étudier la façon dont l'équipe d'appui pourra être dotée de ressources suffisantes.

#### **Séance 4 : Séance spéciale sur le secteur privé (présidée par l'Indonésie)**

35. La séance a présenté les meilleures pratiques et stratégies visant à promouvoir une collaboration plus étroite entre les secteurs public et privé, dans les pays en développement et en particulier au Nigéria. Le groupe d'experts, comprenant des représentants tant du secteur privé national du Nigeria que d'associations d'affaires internationales comme le BIAC (Comité consultatif économique et industriel) et l'Initiative de partenariat, a souligné le rôle de l'entreprise



en tant que partenaire clé pour le développement grâce à sa contribution concrète aux paiements d'impôts et à la création d'emplois. Les experts ont également rappelé qu'il est de l'intérêt des entreprises de se comporter de manière responsable. Une liste complète des experts et des représentants du secteur privé est jointe en Annexe I.

36. La discussion a porté sur la nécessité d'intensifier la contribution des entreprises au développement à l'échelon tant national que mondial. Pour y parvenir, il importera pour les gouvernements de soutenir un environnement favorable aux investissements du secteur privé en fournissant des infrastructures adéquates, en réduisant les coûts des transactions, en garantissant la cohérence de la politique et en relevant les défis logistiques.

37. Un intervenant a déclaré que la mesure la plus importante que le gouvernement pourrait prendre pour soutenir les entreprises au Nigéria était de fournir davantage d'énergie. D'autres intervenants ont demandé de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités et sur des investissements à forte intensité dans le domaine de l'Éducation, comme deux stratégies clés pour tirer le meilleur parti des partenariats entre les secteurs public et privé. Pour réussir, l'interaction entre le secteur public et le secteur privé devra produire des résultats et avoir la capacité de s'intensifier au niveau national. Soutenir l'entrepreneuriat féminin a également été décrit comme une stratégie gagnante.

38. Des petits groupes de discussion ont permis aux participants d'identifier plusieurs étapes permettant d'accroître systématiquement les investissements du secteur privé dans le développement, notamment en :

- renforçant le système de réglementation et en assurant la cohérence de la politique ;
- mettant en place une plateforme de consultation et de dialogue entre les secteurs privé, public et de la société civile afin d'identifier les contraintes au développement du secteur privé dans les pays ;
- promouvant l'idée que le but lucratif n'est pas incompatible avec le développement ;
- améliorant l'environnement des entreprises en accordant de l'importance aux filets de protection sociale de la politique fiscale et aux réformes fiscales ;
- encourageant la création d'emplois tout en se concentrant sur le développement des compétences et des capacités afin de produire une main-d'œuvre plus qualifiée ;
- créant une valeur commune autour d'une croissance inclusive – « lorsque la croissance inclusive devient l'objectif, elle entraîne le développement et les stratégies de croissance favorable aux pauvres » ;
- se servant de l'expérience du secteur des affaires pour mesurer les risques et la nécessité de partager de manière appropriée les risques entre le secteur public et le secteur privé ;
- réduisant la bureaucratie et la corruption ;
- comblant les déficits en matière d'infrastructures ;
- améliorant l'accès au financement;
- créant un groupe de travail interministériel au niveau national pour réunir les ministères du Commerce, de l'Industrie, des Finances et du Développement économique ; et,
- favorisant le dialogue entre les secteurs privé et public.

#### **Séance 5 : Ordre du jour de la Réunion de haut niveau (présidée par le Royaume-Uni)**

39. Le Président a présenté le M. Valle, Directeur exécutif, qui a donné une vue d'ensemble des dispositions logistiques à ce jour concernant la Réunion de haut niveau de Mexico. Il a noté que les invitations ont été transmises aux ministres chargés de la coopération pour le développement de tous les États membres des Nations Unies – invitant les délégations à limiter le nombre de participants à cinq - ainsi qu'à un large éventail d'acteurs du développement non

exécutifs. Il a informé le Comité que le Mexique ouvrirait prochainement un portail d'inscription en ligne et publierait un manuel à l'intention des délégués contenant des informations logistiques supplémentaires.

40. M. Valle a informé le Comité que les lignes directrices pour les propositions de 20 séances de réflexion pendant la Réunion de haut niveau avaient été distribuées, avec une date limite fixée au 21 février. Le Président a noté qu'un nombre de demandes supérieur au nombre de places disponibles serait reçu, et qu'il serait judicieux d'examiner les possibilités d'adapter ou de combiner des demandes de séances de réflexion lorsqu'elles auront été reçues. Il a aussi signalé l'importance d'octroyer la priorité aux propositions qui pourraient encourager la participation à la Réunion de haut niveau.

41. M. Valle a remercié les gouvernements qui ont participé financièrement au soutien du financement de participants de pays en développement. Il a noté que le PNUD facilitera les voyages par l'intermédiaire de son antenne au Mexique et de son Centre régional au Panama. Avec les fonds qui ont été reçus à ce jour, environ 380 participants de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, y compris des participants gouvernementaux et non exécutifs, peuvent être pris en charge.

42. Plusieurs membres ont demandé à être tenus informés des participants qui ont été invités (l'UE) (l'UIP) et du soutien à la coordination entre les organisations qui souhaitent préparer des manifestations parallèles (l'OCDE).

43. L'UE a annoncé qu'à ce jour au moins dix ministres de l'UE avaient confirmé leur présence à la RHN, outre le commissaire européen. Les États-Unis ont annoncé que M. Raj Shah, l'administrateur de l'USAID, a aussi confirmé sa participation.

44. Plusieurs membres ont souligné l'importance d'offrir un espace supplémentaire pour que les participants du secteur privé puissent s'impliquer, afin d'encourager une participation de haut niveau et que la participation des entreprises dans les pays en développement et à revenu intermédiaire devrait être encouragée (l'OCDE, les États-Unis).

45. Les membres ont mentionnés les propositions de séances de réflexions évoquées et prévues, notamment sur les thèmes de l'éradication de la pauvreté extrême, sur les données (l'USAID), le portail de développement arabe (les donateurs arabes), la programmation commune (l'UE), l'environnement favorable à la société civile, et l'approche fondée sur les droits de l'homme (le POED), le financement innovant du développement (la BM/les BMD).

46. L'équipe d'appui conjointe a présenté une mise à jour de la situation, notant que basée sur une demande de 5,8 millions d'USD pour 2013-2014, y compris la facilitation de voyages, un financement d'à peu près 4 millions d'USD avait été reçu jusqu'ici. Basé sur ce chiffre à peu près 300 participants sont susceptibles d'être pris en charge. Avec quelques contributions supplémentaires en cours de finalisation, ce chiffre passerait à environ 380 participants. L'équipe d'appui collaborera avec le Mexique pour confirmer l'affectation entre toutes les circonscriptions.

47. M. Valle a souligné que des efforts seront faits pour trouver des rôles pour les participants de niveau ministériel au cours des séances plénières ou de réflexion et pour assurer l'équilibre régional entre les intervenants. Il a noté que les organisateurs effectueraient un suivi avec un point focal pour chaque séance afin de finaliser les rôles parlants.

## **Séance 6 : Réunion de haut niveau : séances principales (présidée par l'Indonésie)**

48. Le Président a débuté la séance, en invitant des représentants des équipes centrales à présenter brièvement les séances plénières. Le résumé ci-après reflète quelques éléments de

ces séances. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le Recueil des notes conceptuelles. Tous les organisateurs de séance ont souligné que la participation devrait être au niveau ministériel et refléter le caractère multi-parties prenantes du Partenariat.

49. L'UE a présenté les plans de la Séance 1 sur les « Progrès accomplis depuis Busan et l'impact sur le développement inclusif », au nom des États-Unis, de la Corée et du POED. L'UE a noté que la séance se concentrerait sur les progrès accomplis et les défis rencontrés lors de la mise en œuvre des principes de base de Busan (l'appropriation par les pays, les résultats, la transparence et les partenariats inclusifs), ainsi que sur la fragilité et les conflits. Le format sera un mélange de tables rondes animées, de vidéos, et de discussions faisant la une. Les messages clés qui devraient se dégager de cette séance incluent le maintien de la réalisation de progrès sur les engagements en période de difficultés, bien que des défis subsistent quant à l'accélération de leur mise en œuvre ; que l'inclusion passe du principe à la pratique ; et qu'une approche axée sur les pays devient encore plus pertinente. Le rapport de suivi mondial sera une contribution essentielle de la séance, ainsi que d'autres sources de données probantes. Des séances de réflexion et la proposition d'un événement préparatoire le 14 avril, complèteraient la discussion en séance plénière. Les organisateurs ont également demandé un délai supplémentaire pour la séance plénière. Le Bangladesh a noté qu'il s'était activement engagé et a manifesté son intérêt à y participer.

50. Les Partenariats pour la prospérité (P4P) ont présenté les plans de la Séance 5 portant sur « L'Entreprises en tant que partenaire du développement », soulignant l'implication du Royaume-Uni, de la Tanzanie, du Mali, de la Colombie, de la Zambie, de la Banque mondiale/des BMD, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède, des États-Unis et de l'Initiative de partenariat. La séance se penchera sur les partenariats public-privé au niveau national et sur le financement innovant par le secteur privé en faveur du développement, associés au continuum de dialogues public-privé. Elle mettra en exergue des exemples de ce qui fonctionne et devrait être développé à plus grande échelle. Le format comprend un mélange de débats d'experts facilités et de discussions de style Ted, mettant l'accent sur l'interaction avec l'audience. En outre, l'équipe chargée de la séance du secteur privé était en train de préparer une série de projets de séances de réflexion pour compléter les discussions qui se dérouleront en séance plénière. Les États-Unis ont appuyé l'idée de bandes de séances de réflexion liées par thème.

51. Le Mexique a présenté les plans de la Séance 3 portant sur « la Coopération pour le développement avec les pays à revenu intermédiaire, » notant que des discussions étaient en cours avec un certain nombre de pays dont la Biélorussie, le Costa Rica, la Jamaïque, l'Afrique du Sud, la Turquie, le Viet Nam et l'Espagne, ainsi qu'avec d'autres acteurs, y compris les gouvernements locaux. Les livrables concrets incluraient la présentation de mesures concrètes – sans que cela soit limité aux flux d'APD – à travers lesquelles la communauté internationale peut soutenir les efforts de développement dans les pays à revenu intermédiaire ; des suggestions concernant la classification des pays au-delà du revenu par habitant ; la promotion de la cohérence des politiques ; et le soutien à la transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire. La Banque mondiale, a indiqué l'intérêt manifesté par des banques multilatérales de développement à s'impliquer dans cette séance. Les États-Unis ont signalé l'importance d'assurer la complémentarité avec la séance relative à la CSS.

52. L'Indonésie a présenté les plans de la Séance 4 sur « la coopération Sud-Sud et triangulaire et sur le partage des connaissances dans le cadre de l'efficacité du développement, » notant que la séance combinerait deux débats distincts mais liés. Les livrables incluraient la présentation d'exemples réussis de coopération Sud-Sud et triangulaire, des lignes directrices relatives aux Centres de connaissances dirigés par les pays et des efforts déployés pour intensifier l'échange de connaissances dans les domaines thématiques du programme de développement pour l'après-2015. Le Bangladesh et l'OFID souhaiteraient s'impliquer dans cette séance – le dernier par rapport à un nouveau portail de connaissances qu'il a récemment lancé.

53. La CUA/le NEPAD ont présenté les plans de la Séance 2 intitulée « Travailler en partenariat pour assurer l'efficacité dans les domaines de la fiscalité et de la mobilisation des ressources nationales/intérieures en faveur du développement », soulignant la participation du Nigéria, de l'UE, de l'OCDE, du CGLU, de l'UIP et de syndicats. Les Sous-thèmes de la session incluraient le renforcement des capacités institutionnelles pour la mobilisation et la gestion des ressources nationales/intérieures, et la coopération pour le développement afin d'améliorer la transparence et la redevabilité et la lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. En outre, un certain nombre de séances de réflexion proposées pourraient compléter les discussions qui se dérouleront en séance plénière. La Banque mondiale a évoqué une séance de réflexion proposée par le FMI sur un outil de diagnostic de l'administration fiscale.

54. Le Mexique a noté l'importance de coordonner les intervenants entre toutes les séances afin d'éviter toute répétition inutile et de permettre une large participation. Le Mexique et l'équipe d'appui effectueront le suivi avec un point focal pour chaque séance afin de finaliser les listes des intervenants et de distribuer des invitations supplémentaires.

### **Séance 7 : Sensibilisation** (*présidée par le Mexique*)

55. M. Valle a donné une vue d'ensemble des efforts de sensibilisation prévus à la veille de la Réunion de haut niveau d'avril. Il a signalé un certain nombre d'événements – tant les événements préparatoires particuliers du Partenariat mondial que les autres réunions internationales pertinentes – auxquelles on aura recours pour la consultation parmi les circonscriptions sur l'ordre du jour de la RHN et le contenu du communiqué. Les événements peuvent également servir à mener des consultations sur le renouvellement des membres du Comité de pilotage.

56. Les événements spécifiques y compris sans que cela soit exhaustif : un atelier technique post-suivi (à Abidjan, les 24 et 25 février) ; les consultations régionales de l'Afrique (à Abidjan, les 26 et 27 février) ; la réunion au niveau des hauts fonctionnaires du CAD-OCDE (à Paris, les 3 et 4 mars) ; la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (à New York, du 3 au 7 mars) ; la consultation régionale de l'Organisation des États américains (Washington, le 10 mars) ; les consultations régionales de l'Asie (à Séoul, les 10 et 11 mars) ; le colloque de haut niveau du FCD (à Berlin, du 19 au 21 mars) ; et un atelier CAITEC pour les acteurs du développement Sud-Sud (à Beijing, les 24 et 25 mars).

57. M. Valle a fait remarquer que juste avant la Réunion de haut niveau, le 14 avril, des événements préparatoires supplémentaires se tiendront à Mexico pour les parlementaires et la société civile, coordonnés par les circonscriptions respectives. Les membres ont également exprimé le souhait de tenir le 14 avril avant la réunion, un événement plus technique sur les progrès dans la mise en œuvre des engagements de Busan pour compléter la première séance plénière de la RHN.

58. M. Valle a souligné qu'il importait que les membres du Comité de pilotage fassent office d'ambassadeurs actifs au sein de leur région et circonscription pour la préparation de la Réunion de haut niveau. Pour soutenir ces efforts, il a fait observer que le Mexique et l'équipe d'appui distribueront un bref document contenant la proposition de messages concernant la RHN ; une courte note relative à la logistique ; et mettront à jour le projet d'ordre de la RHN avec des informations supplémentaires sur les intervenants et les participants au cours des prochaines semaines.

59. L'équipe d'appui, a également fait une mise à jour des outils de communication disponibles pour le Partenariat mondial, y compris le site Web [www.effectivecooperation.org](http://www.effectivecooperation.org), qui dispose d'une page dédiée à la RHN ; le blogue du Partenariat mondial ([www.devcooperation.org](http://www.devcooperation.org)), sur lequel figurent des messages de M<sup>mes</sup> Greening, Okonjo-Iweala,

de M. Valle et d'autres personnalités éminentes de gouvernements, de la société civile, de fondations etc. ; l'espace communautaire en ligne ([www.unteamworks.org/gpedc](http://www.unteamworks.org/gpedc)) ; et, la gamme d'outils de médias sociaux. Les membres du Comité de pilotage ont été invités à mettre leurs correspondants de presse et de communication en contact avec l'équipe d'appui du Partenariat mondial.

60. Le Royaume-Uni a fourni un résumé de mesures convenues le premier jour en ce qui concerne la gouvernance et les dispositions pratiques du Partenariat.

61. La rotation des trois coprésidentes devrait être annoncée lors de la Réunion de haut niveau. Le Nigéria, l'Indonésie et le Mexique faciliteront un processus entre les pays partenaires pour identifier les coprésidents représentant 1) les pays bénéficiaires ; et, (2) les pays fournisseur. L'équipe d'appui conjointe coordonnera avec souplesse ce processus.

62. Le renouvellement d'une partie des membres du Comité de pilotage sera annoncée à la mi-juin, avant la prochaine réunion du Comité de pilotage (voir le paragraphe 66 ci-dessous). La composition du Comité de pilotage sera élargie à 24 membres, et les nouveaux membres y siégeront à partir de la mi-juin. Les nouveaux sièges représenteront : 1) les donateurs arabes ; 2) l'Afrique ; 3) les pays fournisseurs et bénéficiaires ; 4) la société civile/les syndicats ; 5) les gouvernements locaux ; et, 6) les fondations. Les membres du Comité de pilotage seront nommés après consultation entre chaque circonscription. En ce qui concerne les pays fournisseurs-bénéficiaires et les pays bénéficiaires, le Nigéria, l'Indonésie et le Mexique travailleront avec les membres concernés du Comité afin de faciliter un processus de sélection des nouveaux membres. Les consultations de circonscriptions régionales et autres sont encouragées à soutenir ce processus. L'équipe d'appui conjointe apportera son soutien pour coordonner avec souplesse ce processus.

63. Le cas échéant, les circonscriptions représentées au Comité de pilotage devront identifier des organisations visant à soutenir les membres du Comité de pilotage et à faciliter les consultations.

64. Un petit groupe examinera les moyens de renforcer l'octroi de ressources à l'équipe d'appui et de donner une rétroaction après la Réunion de haut niveau.

65. Les coprésidentes actuelles et le Mexique mèneront des efforts visant à identifier l'hôte de la prochaine Réunion de haut niveau, qui sera annoncé si possible, lors de la Réunion de haut niveau de Mexico.

66. La prochaine réunion du Comité de pilotage devrait avoir lieu provisoirement au cours de l'été, probablement immédiatement après le Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies qui se tiendra à New York au début du mois de juillet.



## Annexe 1 : Liste des participants

### Cinquième réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

Les 13 et 14 février 2014, à Abuja, au Nigeria

Coprésidentes	
Indonésie	<p><b>Hon. Armida ALISJAHBANA</b> Minister of National Development Planning/Head of National Development Planning Agency</p> <p>M. Wismana Adi SURYABRATA Deputy Minister for Development Funding Affairs Ministry of National Development Planning</p> <p>M. Tubagus CHOESNI Director for International Development, Ministry of National Development Planning</p> <p>M. Kurniawan (Iwan) ARIADI Deputy Director/Administrative Assistance to the Minister</p> <p>M. Kukuh DJAYADI Second Secretary for Economic Affairs, Embassy of Indonesia in Nigeria</p> <p>M. Robert SITORUS Second Secretary for Political and Information Affairs, Embassy of Indonesia in Nigeria</p>
Nigéria	<p><b>Hon. Ngozi OKONJO-IWEALA</b> Minister of Finance, Federal Ministry of Finance</p> <p>M<sup>me</sup> Chii AKPORJI Special Adviser to the CME (Co-ordinating Minister for the Economy) and Hon Minister of Finance</p> <p>D<sup>r</sup> Emmanuel NWOSU Federal Ministry of Finance Headquarters</p>
Royaume-Uni	<p><b>Hon. Justine GREENING</b> Secretary of State for International Development</p> <p>M. Anthony SMITH Director, International Relations Division, DFID</p> <p>M<sup>me</sup> Hannah RYDER Team Leader, Global Partnership for Effective Development Cooperation, DFID</p> <p>M. Simon BISHOP Special Advisor to the Secretary of State for International Development</p> <p>M. Tim STERN Senior Policy Advisor - Private Sector, DFID</p> <p>M<sup>me</sup> Hannah MAYER Assistant Private Secretary, DFID</p> <p>M. Simon Mc GEE Head of News and Press, DFID</p>

Mexique **M. Juan Manuel VALLE PERENA**  
Executive Director, Mexican Agency for Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs

M. Noel GONZALEZ  
Deputy Director General for Policy Making  
Mexican Agency for International Development Cooperation

M. Mauricio ESCANERO  
Deputy Permanent Representative of Mexico to UNESCO

### Membres

Bangladesh	M. Mohammad MEJBAHUDDIN Secretary, Economic Relations Division Ministry of Finance of Bangladesh
Tchad	D <sup>r</sup> Brahim Adoum BACHAR General Secretary, Ministry of Economics & Planning
	M <sup>me</sup> Florence NAZARE Head Capacity Development Division, NEPAD Planning & Coordinating Agency
Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement	M. Antonio TUJAN JR. Co-chair, CSO Partnership for Development Effectiveness International Director, IBON Foundation
	M <sup>me</sup> Roselynn MUSA African Women's Development and Communications Network (FEMNET)
UE	M. Gustavo MARTIN PRADA Director, EU Development Policy Directorate
	M <sup>me</sup> Ellen KELLY DG Development and Cooperation (EuropeAid)
Guatemala	Ana MENDEZ CHICAS Under Secretary of International Cooperation, Secretariat of Planning and Programming SEGEPLAN
Corée	Youngju OH Director General, Development Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs
	M <sup>me</sup> Hye-Ryoung SONG Deputy Director, Development Policy Division, Ministry of Foreign Affairs
OCDE/CAD	M. Erik SOLHEIM DAC Chair, DCD
	M <sup>me</sup> Brenda KILLEN Head of Division, Global Partnerships and Policies Division
Représentant parlementaire	M. Martin CHUNGONG IPU's Deputy Secretary General, Inter-Parliamentary Union
	D <sup>r</sup> Jeff BALCH Director, Association of European Parliamentarians with Africa (AWEPA)
Représentant du secteur privé	D <sup>r</sup> Darian STIBBE Executive Director, The Partnering Initiative, IBLF
	Albena MELIN Head of Secretariat, Partnerships for Prosperity

Samoa	M <sup>me</sup> Noumea SIMI Assistant CEO, Aid Coordination Unit, Ministry of Finance
Afrique du Sud	M <sup>me</sup> Anfra MURTEIRA Councillor, South Africa High Commission in Abuja
Timor-Leste	M. Helder DA COSTA Head of g7+ Secretariat, Aid Effectiveness Directorate, Ministry of Finance
PNUD/GNUD	M <sup>me</sup> Fadzai GWARADZIMBA Deputy Director, Bureau for External Relations and Advocacy
	M. Paolo GALLI Cluster Leader, Multilateral Affairs and UN Coherence Cluster, BERA, UN Development Programme (UNDP)
États-Unis	Alex THIER Assistant Administrator, Policy, Planning and Learning U.S. Agency for International Development
	M. Steven PIERCE Special Coordinator, Development Effectiveness U.S. Agency for International Development
Banque mondiale	M <sup>me</sup> Mariam SHERMAN Director, OPSRE, World Bank Group
	M <sup>me</sup> Astrid MANROTH Operations Advisor

#### Observateurs

Union africaine/NEPAD	D <sup>r</sup> Mothae Anthony Maruping Commissioner for Economic Affairs, African Union Commission
	M <sup>me</sup> Vera Brenda NGOSI Head, NEPAD Coordination Unit, African Union Commission
Groupe de coordination des donateurs arabes	M. Said AISSI Advisor to Director-General, Operations Management OPEC Fund for International Development
	M. Miguel LINARES ALEMAN Senior Operations Officer, OFID
Brésil	M. Byron DOS SANTOS Minister Counselor, Embassy of Brazil in Abuja (Nigeria)
Chine	M. Zehua GUO Attaché, Ministry of Commerce, People's Republic of China
	M <sup>me</sup> Ruhua CHEN First Secretary, Economic and Commercial Counsellor's Office, Embassy of China in France
Afrique du Sud	Anfra Ramalho Murteira Counsellor Political, South African High Commission, Abuja
Fondation STARS	M. David CROOK Development Director, STARS Foundation
	M <sup>me</sup> Bathylle MISSIKA Deputy Head of Division, DEV/PDD, OECD

Commission syndicale consultative (TUAC)	M. Matt SIMONDS Liaison Officer/Policy Advisor, Trade Union Advisory Committee (TUAC) M <sup>me</sup> Anna BYHOVSKAYA Economist/Policy Analyst, TUAC
Turquie	M. Anil ERTEKIN Turkish International Cooperation and Development Agency (TIKA)
CGLU/FOGAR	M. Carles LLORENS VILA Directorate General for Development Cooperation / RU Fogar

### Invités supplémentaires à la séance spéciale sur le secteur privé

Modérateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frank Nweke Junior</li> <li>• Akin Sawyerr</li> </ul>
Intervenants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alhaji Aliko Dangote, Chairman &amp; CEO, Dangote Group</li> <li>• Tony Elumelu, Chairman of Heirs Holdings</li> <li>• Jim Ovia, Chairman, Visafone Communications Limited</li> <li>• Frank Nweke II, Director-General, Nigerian Economic Summit Group (NESG)</li> <li>• Alhaji Bature Umar Masari, Director General/CEO, SMEDAN</li> <li>• Darian Stibbe, Executive Director, Partnering Initiative</li> <li>• Thomas de Man, Chair of the BIAC Development Task Force, Heineken</li> </ul>
Participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Robert HALE, DFID Nigeria, UK</li> <li>• Ousmane DORÉ, Country Director, African Development Bank Group</li> <li>• Emmanuel AKINWUMI, Principal Private Sector Specialist, Regional Office Nigeria (ORNG)</li> <li>• Françoise MARIE-NELLY, Country Director, Africa Regional Office. Private Sector Unit, World bank</li> <li>• Michael WONG, Task Team Leader, Financial and Private Sector Development Unit, World Bank</li> <li>• Mr. Bayo AKINDEINDE</li> <li>• Ms. Eden GALLARDO, Coordinator of CPDE</li> <li>• Bill ODUM, Group Company Secretary, United Bank For Africa Plc</li> <li>• Kenedy UZOKA, Deputy Managing Director, United Bank For Africa</li> <li>• Olatunji HASSAN, United Bank For Africa</li> <li>• Aminu DIKO, Director General/CEO, Infrastructure Concession Regulatory Commission (ICRC)</li> <li>• Bashir YUGUDA, Minister, National Planning Commission</li> <li>• Dapo OYEWOLE, Technical Adviser to the Honourable Minister, National Planning Commission</li> <li>• Monday EWANS</li> <li>• Benjamin DIKKI, Director General, The Bureau of Public Enterprises</li> <li>• Nyananso Gabriel EKANEM, Managing Consultant, WEIR Capacity</li> <li>• Danlami Z. JELKA, Special Assistant to the DG, The Presidency, Bureau of Public Enterprises</li> <li>• Prince KC Mwejei</li> <li>• Dan Oraga</li> <li>• Momodu Jane</li> <li>• Seyi Solenke</li> <li>• Charles Orzioma</li> <li>• Abbey Abiodun</li> <li>• Joseph Solenke</li> <li>• Ekene Onyekwe</li> <li>• Kingsley Osai</li> </ul>

## Équipe d'appui conjointe

M<sup>me</sup> Farida BENA  
Policy Analyst, OECD

M. Gerardo BRACHO  
Senior Policy Analyst, OECD

M<sup>me</sup> Julie JAMERON  
Assistant, DCD/GPP

M. Derek KILNER  
Partnerships Development Analyst, Bureau of External Relations and Advocacy, UNDP

M<sup>me</sup> Teresita Kelly LOPEZ-TREUSSART  
Consultant, DCD/GP

M<sup>me</sup> Maria del MAR GALINDO  
Bureau of External Relations and Advocacy, UNDP

M<sup>me</sup> Marjolaine NICOD  
Senior Policy Analyst, DCD/GPP

M<sup>me</sup> Yuko SUZUKI  
Policy Adviser, Effective Development Co-operation/BDP, UNDP

M. Matthew TAYLOR  
Public Affairs Specialist, Seoul Policy Centre, UNDP

M<sup>me</sup> Elaine VENTER  
Country support in Eastern and Southern Africa / support to AUC/NEPAD, RSC Johannesburg, UNDP South Africa